

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 24/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIAAP

2 RUE JULES CESAR
75012 Paris

Références : DRIEAT-ID/UD94/SRIC/PAD/AE/2026/N°171GR
Code AIOT : 0007402258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement SIAAP implanté 1 avenue Duranton 94460 Valenton. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée à la suite de la fin de l'instruction du réexamen IED par l'inspection en date du 9 mai 2025 afin de vérifier l'application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED [NOR : TREP1924132A].

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAAP
- 1 avenue Duranton 94460 Valenton
- Code AIOT : 0007402258
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le SIAAP est classé sous différentes rubriques au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA / nomenclature « eau »).

Les installations d'incinération de boues relèvent, au titre des rubriques 3520-a et 3532, des dispositions de la directive IED (Industrial Emissions Directive), codifiée à la section 8 du titre Ier du livre V du code de l'environnement : Installations mentionnées à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

Pour mémoire, l'établissement relève également du statut « SEVESO seuil haut » depuis le 1er juin 2015, au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le tableau ci-après présente le classement de l'établissement au titre des rubriques 3xxx (« IED ») de la nomenclature des installations classées ; **le classement de l'établissement sera à mettre à jour avec ces éléments à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral :**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation/Volume	Régime ¹
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW.	<ul style="list-style-type: none"> • 1 torchère 20603 de 18,5 MW • 1 torchère 20604 de 15 MW TOTAL : 33,5 MW	A
3440	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits phytosanitaires ou de biocides	Unité de désinfection par injection de biocide généré in situ par mélange de précurseurs - débit de production de juin à septembre : 3 * 370 l/h	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Installations d'incinération du SIAAP <ul style="list-style-type: none"> • Thermylis : Incinérateur à lit fluidisé de boues déshydratées et fines de séchage de boues de capacité 7,85 t/h avec récupération thermique et traitement des fumées de type sec • Pyrofluid : Incinérateur à lit 	A

		<p>fluidisé de boues déshydratées avec ou sans fines de séchage de boues de capacité 5,2 t/h avec récupération thermique et traitement des fumées de type humide</p> <ul style="list-style-type: none"> Pyrolyseur : Pyrolyseur de boues séchées et/ou déshydratées de capacité 3,63 t/h avec une valorisation énergétique et un traitement des fumées de type sec 	
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants <p>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</p>	<p>3 sècheurs thermiques fonctionnant au gaz naturel ou biogaz.</p> <p>Puissance thermique unitaire : 7 MW Capacité unitaire : 8 t/h de matières brutes entrantes et 192 t/j.</p> <p>2 dilacérateurs des boues de 4 kW par équipement 3 broyeurs de granulés de 26 kW par équipement</p> <p>2 broyeurs dilacérateurs de déchets totalisant 45kW</p>	A

1 A : Autorisation - DC : Déclaration avec contrôle périodique - D : Déclaration - NC : Non classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des performances dans le cadre du Système de	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point I.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	management environnemental			
3	Procédure de gestion des flux de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point II	Demande d'action corrective	5 mois
4	Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point III	Demande d'action corrective	5 mois
5	Surveillance des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point IV.a	Demande d'action corrective	5 mois
6	VLE des rejets d'eaux résiduaires et fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point X	Demande d'action corrective	3 mois
8	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point IX	Demande d'action corrective	3 mois
9	VLE des rejets gazeux et fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2, point III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point I	Sans objet
7	Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point VII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- intégrer dans son système de management environnemental les éléments devant être surveillés (ex

- : consommation d'énergie des dilacérateurs / broyeurs et sécheurs) ;
- mettre en place les procédures de gestion des flux de déchets ;
- transmettre l'inventaire des effluents aqueux et gazeux avec l'ensemble des justificatifs associés permettant de justifier de la pertinence des paramètres devant être surveillés ;
- procéder à la surveillance des effluents aqueux pertinents identifiés dans l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux ;
- justifier de la réalisation des contrôles sur l'ensemble des points de rejets aqueux ;
- communiquer les rapports d'analyse des paramètres PFOS, MES et DCO sur l'année 2025 ;
- communiquer les rendements de la station d'épuration des cinq dernières années concernant les paramètres DCO et MES ;
- procéder au contrôle mensuel des paramètres MES et DCO et communiquer les deux prochains rapports de contrôle à l'inspection ;
- transmettre le plan d'efficacité énergétique complet ;
- demander à l'organisme de contrôle pour quelle raison il n'est effectué qu'un seul essai de poussières lors de chaque contrôle des rejets gazeux ;
- justifier le dépassement en poussières à 7,54 mg/m³ au lieu de 5 mg/m³ maximum constaté sur le sécheur A dans le rapport de contrôle des rejets n° RC50261/1 ;
- demander à l'organisme de contrôle de modifier la VLE applicable pour les poussières dans les rapports de contrôle ;
- demander à l'organisme de contrôle de rajouter la VLE applicable pour les COVT dans les rapports de contrôle ;
- se positionner sur les démarches qu'il va entreprendre concernant les dépassements systématiques des VLE en COVT constatés et en informer l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point I
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié.</p> <p>[...]</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
Constats :

<p>Au cours de la précédente inspection réalisée en date du 17 novembre 2025 sur le périmètre des incinérateurs, l'exploitant avait déjà communiqué sa certification ISO 14 0001 : 2015 attestant de la mise en place d'un système de management environnemental sur l'ensemble des installations du site.</p> <p>L'exploitant est donc conforme au point I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Système de management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point I.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <p>a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments communiqués par l'exploitant ne permettent pas de justifier de sa conformité au point I.5 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>En effet, l'exploitant doit intégrer dans son système de management environnemental le contrôle des éléments pertinents à surveiller concernant les dilacérateurs / broyeurs et les sécheurs, et le justifier auprès de l'inspection.</p> <p>Il est a minima nécessaire de surveiller la consommation d'énergie de ces équipements dans le cadre du système de management énergétique qu'a mis en place l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier des éléments de contrôle des performances devant être surveillés dans le cadre de son système de management (ex : consommation d'énergie des dilacérateurs / broyeurs et sécheurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Procédures de gestion des flux de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Flux de déchets</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :

Procédure	Description
a	Caractérisation et acceptation préalable des déchets
b	Procédures d'acceptation des déchets
c	Système de suivi et d'inventaire des déchets
d	Système de gestion de la qualité des flux sortants

Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

Pour les installations de traitement biologique par compostage, le contenu de la procédure d'acceptation préalable et d'acceptation est fixé aux articles 10 et 11 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé.

Pour les installations de traitement biologique par méthanisation, le contenu de la procédure d'acceptation préalable et d'acceptation est fixé aux articles 16, 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 susvisé.

Constats :

L'exploitant a précisé en séance qu'il allait mettre en place les procédures de gestion des flux de déchets en se faisant assister par un bureau d'études (CH4 Process). L'exploitant a précisé qu'il souhaite justifier de sa remise en conformité dans les plus brefs délais et s'engage à mettre en place les procédures de gestion des flux de déchets en lien avec son bureau d'études.

L'exploitant est à ce jour non conforme au point II de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- transmettre sous un délai de 1 mois, le bon de commande relatif à l'intervention du bureau d'études pour le déploiement des procédures de gestion des flux de déchets ;
- transmettre sous un délai de 5 mois, les procédures de gestion des flux de déchets mises en place et intégrées dans le système de management environnemental.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point III

Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :

1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :

- a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;

2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

L'exploitant a transmis :

- un schéma de l'atelier sécheur ;
- un schéma du circuit des boues au niveau des différentes installations du site ;
- des rapports d'analyses des condensats des sécheurs.

Les différents éléments transmis ne permettent pas de justifier la conformité de l'exploitant. En effet, la prescription sus-mentionnée prévoit l'établissement d'un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux constitué à partir :

- de schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions et des descriptions des techniques et des traitements associés permettant d'abattre ou de réduire les émissions de paramètres ;
- d'une analyse effectuée par l'exploitant des substances pertinentes dans les rejets aqueux et gazeux pour lesquelles une surveillance est nécessaire (en plus de celles relevant d'une obligation réglementaire) afin d'éviter des impacts environnementaux et sur les process ;
- des informations sur les caractéristiques des effluents aqueux et gazeux pertinents (valeurs

<p>moyennes et variabilité des concentrations et des flux, inflammabilité, limites inférieures/supérieures d'explosivité...).</p> <p>Cet inventaire est nécessaire pour s'assurer que l'exploitant procède bien à la surveillance de l'ensemble des paramètres pertinents.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a précisé que les poussières étaient effectivement inflammables (température d'auto-inflammation en nuage de 440°C et température d'auto-inflammation en couche de 250 °C) et que des actions étaient mises en place pour assurer la sécurité de l'installation de séchage, la surveillance du CO, l'inertage de l'installation avec de l'azote ainsi que la surveillance de la température. Ces éléments doivent également être intégrés dans l'inventaire.</p> <p>L'exploitant est donc à ce jour non conforme au point III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre son inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux avec l'ensemble des justificatifs associés permettant de justifier des paramètres devant être surveillés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 5 : Surveillance des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 2, point IV.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance des effluents aqueux :</p> <p>a) Sur la base de l'inventaire décrit au III de l'annexe 2, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du système de traitement de déchets ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit au préalable procéder à l'inventaire des flux d'effluents aqueux (voir point de contrôle précédent) puis mettre en place, pour les paramètres pertinents identifiés, une surveillance telle que prévue dans la prescription sus-mentionnée.</p> <p>L'exploitant est donc à ce jour, non conforme au point IV.a de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la mise en place d'une surveillance des paramètres pertinents identifiés dans l'inventaire des flux d'effluents aqueux.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : VLE des rejets d'eaux résiduaires et fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point X

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets d'eaux résiduaires et fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle
(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.	

Constats :

L'exploitant précise réaliser la surveillance des paramètres PFOA et PFOS semestriellement. L'exploitant a communiqué :

- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-40947) du 18/03/2024 réalisé au niveau du condenseur sur le paramètre PFOS ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-89313) du 17/06/2024 réalisé au niveau du condenseur sur le paramètre PFOS ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-152463) du 16/09/2024 réalisé au niveau du condenseur sur le paramètre PFOS ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-169026) du 14/10/2024 réalisé au niveau du condenseur sur le paramètre PFOS.
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE25-182705) du 26/12/2025 réalisé au niveau d'un condenseur sur le paramètre PFOA ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE25-78927) du 04/07/2025 réalisé au niveau du sécheur sur le paramètre PFOA ;

Les contrôles ont été réalisés au niveau des condenseurs situés avant la ligne de désodorisation. L'exploitant doit justifier que les contrôles sont réalisés sur l'ensemble des points de rejets, condenseur et sécheur, à chaque campagne de mesure. De plus, il n'a pas été communiqué par l'exploitant l'analyse du paramètre PFOS de l'année 2025.

L'exploitant a également précisé procéder à la surveillance trimestrielle des paramètres DCO et MES. L'exploitant a communiqué les rapports de contrôle suivants :

- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-40947) du 18/03/2024 réalisé au niveau du condenseur ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-89313) du 17/06/2024 réalisé au niveau du condenseur ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-152463) du 16/09/2024 réalisé au niveau du condenseur ;
- le rapport de contrôle CARSO (n° LSE24-169026) du 14/10/2024 réalisé au niveau du condenseur.

Les rapports de contrôle transmis concernant uniquement 2024, il est nécessaire que l'exploitant communique les rapports de contrôle pour l'année 2025.

L'exploitant a précisé au cours de l'inspection que les VLE des paramètres DCO et MES ne sont pas applicables suivant les notes n°5 et n°6 mentionnées au point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel susvisé.

La note n°5 et n°6 s'appliquent pour les installations de tri, transit, regroupement ou de traitement des déchets dangereux (rubriques 2718 et 2790). Ces notes ne s'appliquent pas pour le traitement des boues d'épuration du SIAAP qui sont des déchets non dangereux. Par conséquent, des VLE

s'appliquent, au titre de la note n°1. Il est nécessaire que l'exploitant communique le rendement de sa station d'épuration des cinq dernières années pour les paramètres MES et DCO afin de pouvoir fixer les VLE applicables par arrêté préfectoral.

L'exploitant réalisant des rejets discontinus à une fréquence supérieure à la fréquence minimale de surveillance (note n°2), le contrôle doit être effectué mensuellement. Toutefois, au titre de la note n°3, il est possible de fixer une fréquence de surveillance différente par arrêté préfectoral. L'exploitant avait formulé cette demande par courriel du 28 mai 2024 (Référence : SMP - OB/CR - SAM24D01189) sans justifier le passage à une fréquence de surveillance trimestrielle. Il est nécessaire que l'exploitant procède, a minima pendant deux ans, à une surveillance mensuelle des paramètres MES et DCO avant de pouvoir reformuler cette demande - et sous réserve de l'absence de dépassement de ces paramètres, après la détermination des VLE applicables.

L'exploitant est donc à ce jour, non conforme au point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- justifier de la réalisation des contrôles sur l'ensemble des points de rejets (condenseurs et sécheurs) ;
- communiquer les rapports d'analyse des paramètres PFOS, MES et DCO en 2025 ;
- communiquer les rendements de la station d'épuration des cinq dernières années concernant les paramètres DCO et MES ;
- procéder à un contrôle mensuel des paramètres MES et DCO et communiquer les deux prochains rapports de contrôle à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point VII

Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :

	Technique	Description	Applicabilité
[...]			
g	Couverture des zones de stockage et de traitement des	Les déchets dangereux ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sont stockés et traités dans des espaces couverts.	L'applicabilité peut être limitée lorsque les zones de stockage et de traitement sont supérieures à 100 m2.

	déchets		
[...]			
i	Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement	Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, pour que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égoûts, des cours d'eau ou plus généralement du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	Applicable d'une manière générale aux unités autorisées ou remplacées après le 17 août 2018. Pour les unités existantes, l'applicabilité peut être limitée par des contraintes d'espace et par la configuration du système de collecte des eaux.

Constats :

Au cours de l'inspection, il a été constaté la présence de la toiture sur les alvéoles de stockage temporaire des refus de séchage conformément au g) de la prescription sus-visée.

L'exploitant précise qu'il existe bien un bassin de rétention de 400 m³ qui permet de collecter l'ensemble des eaux d'extinction de la zone de traitement thermique des boues. L'exploitant a communiqué le plan du bassin de rétention par courriel du 07 avril 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point IX

Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :

- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;
- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;
- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.

L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la

consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.

Constats :

L'exploitant a transmis sa certification ISO 50 001 : 2018 n°2022/101784.3 valable du 15 janvier 2026 jusqu'au 14 janvier 2029. Cette certification dite "Système de management de l'énergie" est déployée sur le site et prend en compte la valorisation des boues.

Cette certification permet à l'exploitant de garantir qu'il met en place les moyens nécessaires pour assurer sa performance énergétique.

L'exploitant a précisé que le bilan annuel de 2025 n'était pas encore finalisé et publié. L'inspection a donc procédé à l'analyse du rapport d'activité et de développement durable de 2024, disponible sur le site internet du SIAAP.

Il a été vu le diagramme circulaire représentant la consommation et la production auto-consommée d'énergie de l'usine Seine Valenton sur 3 ans avec des précisions sur les consommations annuelles pour chaque type de source. Il a également été vu le tableau représentant les productions d'énergie sur l'année 2024 par type de source. Il n'a toutefois pas été vu les diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée au niveau des sècheurs et des dilacérateurs / broyeurs.

L'exploitant est donc à ce jour non conforme au point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel susvisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un plan d'efficacité énergétique complet conformément au point IX de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019, comprenant notamment les diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée pour les sècheurs et les dilacérateurs / broyeurs ainsi que des objectifs d'amélioration périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : VLE des rejets gazeux et fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.2, point III

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets gazeux et fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques	Retardateurs de flamme bromés (1)	/	annuelle
	PCB de type dioxine (1)	/	annuelle
	Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Ti, V) (1)	/	annuelle
	PCDD/F (1)	/	annuelle
	COVT	/	semestrielle
Traitement des DEEE contenant des FCV ou des HCV	CFC	10 mg/Nm ³	semestrielle
	COVT	15 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement mécanique des déchets à valeur calorifique	COVT (1)	30 mg/Nm ³	semestrielle
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm ³	trimestrielle
(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.			

Constats :

L'exploitant a transmis :

- le rapport de contrôle des rejets de polluants à l'atmosphère n°RC47427 du semestre 1 du sécheur "File A" réalisé par la société GINGER LECES en date du 30/01/2025 ;
- le rapport de contrôle des rejets de polluants à l'atmosphère n°RC48970/1 du semestre 1 du sécheur "File A" réalisé par la société GINGER LECES en date du 17/06/2025 ;
- le rapport de contrôle des rejets de polluants à l'atmosphère n°RC50261/1 du semestre 2 du sécheur "File A" réalisé par la société GINGER LECES en date du 21/11/2025.

Les poussières ont été contrôlées suivant la norme applicable NF EN 13284-1. Il est constaté dans ces rapports, la présence d'une erreur sur la VLE applicable pour les poussières (la VLE applicable est de 5 mg/m³). De plus, il n'est effectué qu'un seul essai lors de chaque contrôle, ce que l'organisme de contrôle devra justifier. Dans le rapport de contrôle des rejets n°RC50261/1, la concentration mesurée en poussières est de 7,54 mg/m³ (pour une VLE de 5 mg/m³),

correspondant donc à une non-conformité, ce qui appelle une justification de l'exploitant.

Les COVT ont été contrôlés suivant la norme NF EN 12619. Il est constaté systématiquement un dépassement de la VLE (30 mg/Nm³) en COVT (les derniers rapports mentionnent des concentrations entre 70 et 90 mg/Nm³). La VLE applicable n'est pas mentionnée dans les rapports. L'exploitant a précisé se retrouver en difficulté pour se mettre en conformité à la VLE applicable. Il existe une installation nommée "Vocsidizer" qui doit permettre de traiter les COVT. Toutefois, en raison d'un problème de dimensionnement, l'installation ne traitait pas les COVT. Il a par conséquent été mis à l'arrêt.

L'exploitant a donc évoqué la mise en place de deux solutions :

- un traitement des COVT avec le charbon actif. Toutefois, le charbon actif n'abattrait qu'une partie des COVT, soit la part des COV non méthanique. La part des COV non méthanique dans les COVT est d'environ 50%. Cette technique ne permettrait ainsi pas de se conformer à la VLE applicable, les dépassements étant trop importants ;
- un traitement des COVT par oxydation thermique, qui impliquerait un redimensionnement des sècheurs. L'exploitant mentionne que les coûts de mise en place et de fonctionnement sont très importants. Le projet ne pourrait voir le jour qu'entre 2027 et 2028.

L'exploitant a évoqué la possibilité de demander une dérogation mais il est nécessaire qu'elle soit formulée dans les formes prévues au I de l'article L.515-29 du code de l'environnement avec communication d'une étude technico-économique.

L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité que des décisions et des solutions soient prises dans les plus brefs délais afin de réduire les dépassements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- demander à l'organisme de contrôle pour quelle raison il n'est effectué qu'un seul essai de poussières lors de chaque contrôle des rejets gazeux ;
- justifier pour quelle raison il y a eu un dépassement en poussière à 7,54 mg/m³ au lieu de 5 mg/m³ maximum dans le rapport de contrôle des rejets n°RC50261/1 pour lequel le contrôle a été effectué le 14/10/2025 sur le sécheur A entre 09h06 et 14h06 ;
- demander à l'organisme de contrôle de corriger la VLE applicable pour les poussières indiquée dans ses rapports ;
- demander à l'organisme de contrôle de rajouter la VLE applicable pour les COVT (30 mg/Nm³) ;
- se positionner sur les démarches qu'il va entreprendre concernant les dépassements des VLE en COVT constatés et en informer l'inspection, en fournissant par exemple une étude technico-économique pour la mise en place d'un traitement des COVT par oxydation thermique

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois